

COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 1ER DECEMBRE 1984

N° 278

PRIX : ANTILLES : 2 F 50
FRANCE : 3 F 00

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IVème
Internationale.

Editorial

BAISSE DES SALAIRES DANS LA FONCTION PUBLIQUE CE QUI EST BON POUR LES TRAVAILLEURS C'EST AUX TRAVAILLEURS DE LE DEC- IDER

Le gouvernement colonialiste français veut depuis plusieurs années déjà diminuer les salaires des travailleurs de la fonction publique dans les DOM. La crise du système capitaliste reste toujours profonde et le gouvernement a besoin de ramasser toujours plus d'argent dans les poches de différentes catégories de travailleurs pour renflouer et subventionner les capitalistes.

Mais pourquoi les travailleurs de la fonction publique dans les DOM ? L'Etat et les riches qu'il défend n'auraient pas eu idée de s'attaquer aux privilèges des gros possédants, ceux qui concentrent des centaines d'hectares de terres, qui possèdent le monopole de l'importation, font des trafics avec des aides ou subventions de l'Etat. Ces «privilèges» là ne dérangent pas les dirigeants de cette société d'exploitation.

Et ces dirigeants là voudraient en plus que les travailleurs de la fonction publique se laissent tondre docilement en tendant le cou.

Les travailleurs de la Fonction publique disent non et les autres catégories de travailleurs ont tout intérêt à les soutenir. En s'occupant de leur propre problème, les travailleurs pourront en effet poser le problème de l'ensemble des pauvres des DOM.

Il n'est effectivement pas normal que seuls environ 20 % des travailleurs perçoivent un salaire leur permettant de vivre tout juste décemment et que 80 %, même si ils bénéficient de quelques retombées de ces salaires, soient obligés de faire deux voire trois types de travail différents pour tenir le coup.

Mais ce n'est pas en baissant les bras comme le proposent certains bourgeois et petits bourgeois aisés que les travailleurs de la Fonction publique rendront service à leurs camarades, frères, soeurs, employés de commerce, ouvriers sous-payés, ou chômeurs. Au contraire.

En cédant à l'attaque du gouvernement, ces travailleurs encourageraient à porter de nouvelles attaques contre les pauvres des DOM : diminution voire suppression d'allocations en tout genre, blocages ou baisses des salaires ne sauraient tarder si le gouvernement ne rencontre aucun obstacle au mauvais coup qu'il veut faire à ceux de la Fonction publique.

Si au contraire, ces travailleurs s'organisent pour refuser la baisse de leurs salaires, ils peuvent déjouer les plans de Lemoine et de son gouvernement. Ces travailleurs sont bien placés pour savoir eux-mêmes de quoi ils ont besoin pour vivre. C'est à eux de décider s'ils ne peuvent pas accepter une diminution de leurs salaires. Les employés qui.

Suite page 4

COLONIALISME FRANCAIS HORS DE NOUVELLE CALEDONIE !

Liberté pour le peuple canaque !



En Nouvelle-Calédonie, les nationalistes ont incontestablement démontré leur force face au pouvoir colonial

français et aux caldoches, tenants du maintien de la présence française. Dans un premier temps, ils ont réus-

si à boycotter en grande partie l'élection à l'assemblée territoriale. A tel point que le pourcentage d'abstention a pu atteindre les 50 %. Par les incendies de mairie, de bureaux de vote, par les barrages routiers et autres manifestations, les indépendantistes du FLNKS (Front de Libération Canaque Socialiste) ont démontré non seulement leur capacité à paralyser une grande partie du pays, mais aussi qu'ils avaient le soutien d'une grande partie de la population canaque. Il est sûr que tout cela, et ce qui se passe depuis les élections : occupation de la gendarmerie, séquestration du sous-préfet à Lifou, barrages, embuscades, n'aurait pu se faire sans l'appui et la participation d'une bonne fraction de la population canaque. Car l'activité du pays a bien été en grande partie perturbée, parfois paralysée par ces actions populaires.

D'autre part, il faut noter aussi que les indépendantistes qui, au sein d'une autre tendance : le LKS (Libération Canaque Socialiste) ont participé à ces élections ont pu faire élire plusieurs d'entre eux avec 7,5 % des voix. Ce qui n'est pas négligeable et montre que la quasi-totalité des canaques ont rejeté le statut colonial de leur pays.

Suite page 4

Martinique :

GROSSMAN CONDAMNE POUR L'EXEMPLE ?

La session des Assises se tient actuellement à la Martinique et le vendredi 23 se déroulait le procès de Grossman, l'assassin de Thierry Rodony.

On se rappelle qu'à la fin juin 1983, Patrick Grossman, un blanc, gérant d'un magasin tirait deux coups de feu dans le jardin de sa maison à Didier, sur deux jeunes rastas, coupables de manger des mangues appartenant on ne sait trop à qui : selon les uns c'étaient les mangues de grossman, selon d'autres il s'agissait de mangues cueillies dans une «ravine» qui longeait l'arrière de la propriété ou résidait Grossman.

Quoi qu'il en soit, et cela, personne ne pouvait en contester, Grossman, avait tiré sur deux jeunes qui ne le menaçaient pas, qui s'enfuyaient même au moment du second coup de feu. C'est ainsi que Thierry Rodony, qui avait à peine 18 ans fut abattu dans le dos avec le projectile d'un fusil à pompe, arme extrêmement dangereuse s'il en est. Le verdict est de 9 ans de réclusion

criminelle et peut sembler relativement sévère, dans la mesure où l'inculpé avait déjà été mis en liberté provisoire par le juge d'instruction, et où, le procureur général lui, ne réclamait que 5 ans de prison. Même la partie civile (la mère de Rodony) s'en était remise aux décisions du tribunal.

Il est certain aussi que si Grossman avait été condamné légèrement, cela aurait pu faire se poser des questions sur la tenue du jury, qu'on aurait pu accuser de complaisance envers un acte aux très forts relents racistes.

Eh bien, on ne pourra pas dire tout cela ! Il n'empêche cependant que la population peut continuer à se poser d'autres questions.

Tout d'abord la condamnation de Grossman ne rendra pas la vie à Thierry Rodony. Et puis, si Grossman fut le bras armé qui tua, que penser de l'indécente campagne de presse qui dans les semaines précédant cet assassinat fit tout pour assimiler les rastas à des délinquants dangereux, des assassins,

des bandits de grand chemin ? Cela n'a-t-il pas causé une psychose à la fois de peur chez certains, et chez d'autres le sentiment qu'ils pourraient faire sans trop de conséquences le coup de feu contre des jeunes qui pour leur malheur sont...jeunes, portent des «locks» et sont sans travail !

Et puis dans cette société fondée sur la propriété privée, où est développé le sentiment que le moindre bien que l'on possède donne les droits le plus étendu contre ceux qui n'ont rien de quoi d'étonnant que se développe le réflexe : «le premier qui se pointe, je le tire dessus» ?

Et pour ne rien ôter dans ce tableau nous sommes en Martinique, pays colonisé dans lequel il vaut mieux être blanc que noir. Pour son malheur, Rodony jeune noir pauvre du quartier Morne A bélard avait décidé un dimanche matin d'aller manger des mangues à Didier quartier à la fois blanc et riche. Dans la colonie Martinique, cela a suffi pour supprimer la vie d'un homme.

20-21 DÉCEMBRE PROCES DE MILITANTS INDÉPENDANTISTES.

Le procès de plusieurs des indépendantistes soupçonnés d'avoir participé aux attentats de novembre 1983, se déroulerait les 20 et 21 décembre, à Pointe-à-Pitre. Ce groupe comprendrait notamment : Nanquin, Pératout, Grise-lin, Luc Reinette, Marie-Line Peter. Hormis Reinette, ces militants sont en prison depuis près d'un an maintenant.

Quelles que soient les charges qui pèsent sur eux, les anticolonialistes de toutes opinions politiques, doivent les soutenir face à la justice coloniale. Car c'est le maintien du statut colonial aux Antilles dites françaises, qui provoque le mécontentement et l'opposition de certaines couches de la population au système actuel. Ce système hérité du passé colonial, n'a aucune raison d'être, il est archaïque, dépassé, il perpétue un racisme officiel, qui fait qu'une

minorité blanche détient les leviers de commande réels en Martinique et en Guadeloupe, de l'économie et de l'administration. Il ôte aux peuples de la Martinique et de la Guadeloupe tout pouvoir réel de décider de la façon de conduire leurs affaires. Ce racisme officiel, ce système colonial, permet en outre que se maintienne l'exploitation des pauvres par les riches. Oppression coloniale et exploitation capitaliste vont de pair. C'est pourquoi la lutte des travailleurs de nos pays, la lutte des pauvres doit viser au renversement de l'une et de l'autre.

C'est pourquoi les travailleurs ont intérêt aussi à se montrer solidaires de ceux qui s'opposent au colonialisme, car c'est en étant des opposants déterminés à l'oppression coloniale, qu'ils pourront convaincre aussi des anticolonialistes de les rejoindre dans la lutte contre l'exploitation capitaliste.

Georges Faisans, militant

indépendantiste arrêté dans l'émigration

Georges Faisans est connu dans l'émigration antillaise en France. Il était un des leaders de Radio Voka et de la lutte qui a été menée pour s'opposer à la destruction de cette radio libre par le gouvernement. Georges Faisans a été arrêté à son domicile à Paris.

Il est actuellement en détention à Fleury Mérogis. Cette arrestation qui n'est pas la première, du fait même de la lutte pour Radio Voka, a ému ceux de l'émigration. Elle semble liée au dernier séjour de Faisans en Guadeloupe, séjour animé s'il en est.

D'abord le juge Soubelet lui aurait cherché des difficultés avant de l'autoriser à rendre visite à sa sœur Simone Faisans Renac, militante du MPGI emprisonnée à Pointe-à-Pitre.

Faisans avait par ailleurs tenu à «corriger» un professeur français du collège de Boisripeaux qui avait frappé un élève. De fait ce professeur avait reconnu son tort et l'affaire semblait avoir été réglée par les professeurs du collège et leurs syndicats. Cependant Faisans se rendit au collège et blessa le professeur. Il serait incarcéré pour cette raison.

Qu'est-ce qui fait courir Arsène ? CAPESTERRE LE 24 NOVEMBRE 1984

A l'approche des élections cantonales, les politiciens électoralistes commencent à déverser déclarations et paroles démagogiques ou mensongères.

C'est ainsi qu'Arsène Monrose a publié un communiqué le 2 novembre 1984 qui est un tissu de mensonges destiné à attaquer la municipalité et Lauriette. Monrose a lancé 11 affirmations concernant la marche de la municipalité et concernant Lauriette, 10 d'entre elles sont fausses. Tous les Capesterriens peuvent prendre le communiqué de Monrose et aller vérifier chacun des points à la municipalité. Nous les invitons à le faire.

Ils peuvent aller voir les conseillers municipaux et leur demander de répondre sur chacun des 11 points avancés par Monrose.

En particulier, nos camarades présents dans la municipalité de Capesterre, sont prêts à organiser à n'importe quel moment un débat public avec Monrose, c'est devant la population, sur les points qu'il a affirmés dans son communiqué.

Et si Monrose refuse ce débat public, cela voudra dire qu'il reconnaît devant la population et les travailleurs Capesterriens qu'il est un démagogue et un menteur.

On ne peut pas se permettre de dire n'importe quoi, d'affirmer n'importe quoi sur la municipalité, de mener campagne contre Lauriette et ceux qui le soutiennent et travaillent avec lui, et puis s'en sortir tranquillement sans justifier ses propos devant la population. Nous mettons Monrose en demeure de prouver les 11 affirmations qu'il a tenues dans son communiqué.

Nous ne disons pas qu'il n'y a rien à reprocher à la municipalité, nous disons que ces problèmes-là doivent être discutés démocratiquement entre la municipalité et la population, mais cela ne relève pas de la campagne de dénigrement et de calomnie. Le comportement de Monrose ne nous surprend pas. Nous savions déjà que l'homme était ambitieux et démagogue mais le voilà aujourd'hui pris la main dans le sac. Puisqu'il se mêle des problèmes de Capesterre à la veille des élections, nous nous tenons à sa disposition pour un débat public sur tout ce qu'il a raconté dans son communiqué.

Nous appelons les travailleurs et la population de Capesterre à être vigilants. Les notables et les gens aisés de la commune, ainsi qu'un certain nombre de petits bourgeois ambitieux, développent une campagne de dénigrement

contre la municipalité. Ces gens là veulent la peau de cette municipalité parce qu'elle représente les intérêts des pauvres, les intérêts des travailleurs, les intérêts des gens humbles. Cela les empêche de dormir.

Cela ne veut pas dire que la municipalité peut faire ce qu'elle veut. Les conseillers municipaux et le maire ont été élus par la population, celle-ci doit se renseigner sur ce qu'ils font. La municipalité, de son côté, doit faire un effort plus grand pour associer largement les travailleurs aux décisions. L'information doit être beaucoup plus large et plus fréquente. Il faut faire un bilan global de l'action de la municipalité jusqu'à ce jour, il faut expliquer les problèmes de gestion et les difficultés de financement que rencontre cette commune comme les autres. Cela éviterait à l'avenir que des arrivistes hargneux ou des démagogues ambitieux du genre d'Arsène Monrose cherchent à s'appuyer sur certaines difficultés pour parvenir à leurs fins politiques.

La Direction de COMBAT OUVRIER

Guadeloupe : arrestation de Luc Reinette

Le mardi 27 au matin, Luc Reinette le secrétaire général du MPGI (Mouvement pour une Guadeloupe indépendante) a été arrêté par des gendarmes dans la région de Goyave. Selon les informations communiquées par les radios, il se trouvait à bord d'une camionnette en compagnie de deux autres personnes dont l'une Henri Amédien a été aussi arrêtée, l'autre aurait eu le temps de prendre la fuite au moment où la voiture s'arrêtait. Plusieurs armes militaires auraient semble-t-il été trouvées dans le véhicule.

Luc Reinette, après avoir été identifié, a été tout de suite écroué ainsi que Henri Amédien à la maison d'arrêt de Basse-Terre.

Le secrétaire général du MPGI était recherché par les services de la Police depuis novembre 1983, à la suite des attentats revendiqués par l'ARC (Alliance Révolutionnaire Caraïbe), dont il est considéré comme étant le leader.

Son arrestation serait selon certaines informations due au hasard, alors que pour d'autres il aurait été dénoncé.

Martinique : REDECOUPEGE CANTONAL : le gouvernement se prépare à un nouveau recul.

Tout le monde se souvient comment le gouvernement de gauche avait reculé, lorsque la droite des DOM avait fortement protesté contre l'établissement d'assemblées uniques dans les îles. En fait on peut constater que les reculades du gouvernement face aux exigences de la droite sont devenues une habitude, comme cela est prouvé encore une fois, par la décision qu'il vient de prendre dans ce qu'il appelle

les départements d'Outre-Mer (DOM).

En effet, le préfet Chevance, en Martinique, avait élaboré un projet de redécoupage des cantons : les tout petits étaient regroupés, cela était par exemple le cas de Grand-Rivière et

de Macouba ; tandis que les gros étaient divisés, ainsi les 4 de Fort-de-France passaient à 10 et celui du Lamentin à 3. Le nombre total de cantons de 36 présentement était porté à 42.

La droite qui a des élus dans la plupart des petits cantons, comme Grand-Rivière ou le Prêcheur, bien sûr protes-

ta très fort contre ce projet de redécoupage qui risquait de lui faire perdre sa majorité au Conseil Général. Elle accusa même Chevance d'être le «préfet du PPM».

En fait, ce nouveau découpage avait l'avantage sur l'ancien qui était franchement abérant, d'être plus juste.

Mais devant le tollé fait par la droi-

te, le gouvernement a décidé que les fusions de cantons ne pourront se faire qu'avec l'accord des communes concernées et du Conseil Général. Il va de soi, que la droite majoritaire au Conseil Général n'acceptera pas que l'on supprime les cantons qu'elle détient, si minuscules soient-ils.

Ce sont donc les abérations qui avaient été atténuées par le projet du préfet Chevance, qui vont se poursuivre.

La droite n'a pas eu de mal à comprendre qu'il lui suffisait de crier assez fort pour que le pleutre gouvernement de gauche, se plie à ses exigences.

CONGRES DE LA CGTG : une force «tranquille».

Les 23, 24 et 25 novembre s'est déroulé le 7ème congrès de la CGTG (Confédération Générale des travailleurs de Guadeloupe). Plus de 250 délégués ont participé aux travaux représentant chacun 25 syndiqués, soit un total de plus de 6.000 membres qui font de la CGTG le principal syndicat de la Guadeloupe. Ce qui est quand même assez remarquable au moment où des syndicats contrôlés par les nationalistes tentent de s'imposer.

La CGTG existe certes et demeure le syndicat le plus important et c'est évidemment parce que les travailleurs le veulent. Cependant, pour garantir l'avenir il faudrait que les travailleurs donnent aussi une autre orientation à ce syndicat. En effet pour son secrétaire général Claude Morvan qui définissait l'orientation du syndicat au cours d'une interview à une station de radio, chaque avan-

cée, chaque petite victoire c'est aussi une «révolution». Mais précisément ces petites victoires même très nombreuses ne permettent pas de sortir de cette société fondée sur l'exploitation, ne mettent pas en cause la domination de la classe exploiteuse qui vit de l'exploitation des travailleurs. C'est cela même le réformisme qui veut faire croire qu'il est possible, d'améliorer cette société et la transformer progressivement. Et pourtant dans ses statuts la CGTG dit être pour l'abolition du salariat, pour une société sans exploitation.

Il est d'autant plus nécessaire pour les travailleurs de savoir qu'il n'y a pas d'autre voie que celle de la lutte implacable pour le renversement de l'Etat des exploités, que la crise du système capitaliste s'approfondit et prépare des lendemains encore plus durs pour les exploités.

De plus, pour les travailleurs de Guadeloupe, il y a le problème de l'avenir immédiat qui se pose dans un pays colonisé avec une certaine acuité. Quel avenir pour la Guadeloupe ? Quel doit être le rôle des travailleurs dans ce combat ? Quelle sera leur place dans la Guadeloupe de demain ?

La CGTG ne dit rien sur ces questions, si importantes pour l'avenir de la classe des travailleurs de Guadeloupe, et des pauvres en général.

Une telle prise de conscience pourra-t-elle se manifester au sein de la CGTG ? De telles discussions sur une orientation fondée sur la lutte de classe et non sur le Réformisme auront-elles lieu dans ce syndicat ? On verra bien. Après tout cela dépend beaucoup des travailleurs qui sont membres de ce syndicat.

Martinique : Mammouth : un privilégié pourtant visible.

Pendant plusieurs semaines, toute la publicité a contribué à faire déferler des milliers de personnes vers le magasin Mammouth, ex K-Dis Cluny, ex-Prisunic Cluny.

Le succès a dépassé toutes les espérances : 40.000 personnes ont afflué en 10 jours, laissant dans les caisses de la société Reynoir, propriétaire du supermarché la somme misérable de 12 milliards de centimes.

Et il apparaît d'ores et déjà que, jaloux d'un tel succès, Monoprix de Bernard Hayot va se lancer dans une semaine commerciale. L'avenir nous dira si le défi sera relevé.

En tout cas nous signalons la chose aux bons soins de monsieur Lemoine qui cherche des privilégiés et pense les trouver chez les salariés de la Fonction Publique. Sa tâche risque d'être facile : ce Mammouth-là est énorme (6.000 Mètres carré de surface), il ne bouge pas. Aucune difficulté à lui mettre la main dessus. A moins que notre moderne chasseur de privilégiés ne s'attaque qu'à ceux qui lui semblent inférieurs, à savoir les salariés. Il est vrai que les socialistes de l'acabit de Lemoine ont une sainte peur de tout ce qui pourrait faire du tort aux capitalistes ! Et dans ce cas, voir un MAMMOUTH est au-dessus de leurs compétences !

Guadeloupe : DANS LES GRANDES SURFACES APRES LA GREVE: BILAN ET PERSPECTIVES.

(TEXTE DIFFUSE DANS LES GRANDES SURFACES)

Un règlement

pour régler

notre compte :

inacceptable !

La direction de l'Usine Grosse Montagne a subitement découvert qu'elle devait nous faire respecter un règlement intérieur.

Evidemment, la direction prétend que c'est pour mettre de l'ordre dans l'usine.

Mais nous devons voir que derrière cette affaire de règlement intérieur, il y a autre chose. De toute façon, le règlement intérieur des patrons n'est ni notre affaire, ni celle des représentants syndicaux que nous avons élus. Que les patrons affichent leur règlement eux-mêmes.

Quant à nous, travailleurs, nous ne pouvons accepter un tel règlement, car derrière les considérations morales hypocrites des patrons, il y a la volonté de nous soumettre pour nous empêcher de revendiquer, etc.. La direction de l'usine a décidé de nous embrigader et de nous empêcher d'agir librement. Un règlement intérieur cela signifie les petites sanctions, puis les grandes sanctions qui peuvent être carrément des licenciements. Un règlement intérieur n'a d'autre but que de créer un climat de surveillance permanente, où les discussions mêmes peuvent être interdites, où la détente même est interdite et où la seule loi à respecter est le travail.

Le règlement des patrons vise en fait à faire de nous des travailleurs dociles, respectueux de leurs lois, ce qui leur permet de nous mater comme ils le pensent.

Si ces messieurs de la direction s'imaginent que nous allons nous plier à leur règlement, ils se trompent. Pour l'instant c'est du papier. Et s'ils veulent que ce soit autre chose, nous aurons à leur dire ce que nous pensons.

Pendant des années, l'usine a fonctionné sans règlement et ni les Hayot, ni les Simonet n'ont vu leurs profits diminuer à cause de la soi-disant « discipline » dont on nous accuse aujourd'hui. Hayot possède aujourd'hui une entreprise de concassage à Deshaies. La famille Simonet est riche et possède des centaines d'hectares de terre. Ils continuent de nous exploiter et de se remplir les poches, investissent des milliards dans le commerce et dans la banane. Et ils voudraient encore nous exploiter mieux ! Peut-être que le beau-fils de Simonet, le nommé Saudemont, veut tirer de notre exploitation de quoi monter lui aussi son entreprise !

Il y a des années que nous travaillons dans les pires conditions d'hygiène et de sécurité et pour gagner quelques améliorations infimes il a fallu que nous les arrachions par la lutte. Comment prendre goût au travail dans une usine vétuste où pour satisfaire ses besoins, il faut aller dans la nature ? Comment ne pas fuir ces lieux le plus rapidement possible et dès que l'occasion se présente ? Ne serait-ce que pour aller manger et se désaltérer dans la boutique la plus proche ! Il manque le minimum : pas de toilettes convenables (sauf pour les patrons et les cadres blancs), pas de cantines... Les Simonet-Saudemont et Cie n'ont pas de morale à nous faire ! Cela suffit déjà bien qu'ils nous exploitent depuis tant d'années !

Qu'on ne vienne pas nous dire aujourd'hui qu'il y a un règlement à respecter ! La façon dont nous nous organisons pour travailler, c'est notre affaire, au niveau de nos équipes de travail.

Que le nommé Saudemont se contente de pondre des bouts de papiers s'il le veut, mais qu'il se garde bien de vouloir nous embêter avec cela. Ils peuvent afficher le règlement dans tout l'usine, cela ne nous empêchera pas de continuer à nous battre comme nous avons l'habitude de le faire.

Dans l'ensemble la grande majorité des camarades, dans la plupart des supermarchés sont très contents des 5 jours de grève. Cela faisait longtemps qu'un mouvement d'ensemble n'avait pas été organisé pour dire aux patrons que nous en avons assez de nos salaires de misère. Et c'est vraiment avec satisfaction que nous avons retrouvé les gestes de la lutte, que nous avons manifesté dans les rues, que nous avons pratiquement occupé la Chambre de Commerce pendant la nuit pour faire sentir aux patrons le souffle de notre mécontentement.

Bien sûr les 2,5 % pour octobre et novembre et les 0,5 % pour décembre c'est très loin de faire le compte et tous nous savons bien que nous ne pourrions pas nous contenter de cela.

Les patrons nous renvoient jusqu'à avril pour négocier de nouvelles augmentations de salaire, mais rien ne dit que nous aurons la patience d'attendre jusque là, vu l'augmentation incessante du coût de la vie.

D'autant plus que ces 5 jours de grève ont démontré notre force. Aujourd'hui il faut discuter et faire le bilan critique de l'action qui a été menée.

Les côtés à corriger pour l'avenir sont évidents. Un mouvement d'une telle importance devrait être dirigé par

un comité de grève réel, c'est-à-dire non seulement composé de responsables syndicaux, mais aussi de travailleurs du rang, élus en Assemblée générale parmi tous. De même au niveau de la revendication, admettons que le syndicat (MASU) qui a pris l'initiative du mouvement ait fixé les 3 % pour qu'on puisse faire une révision des forces, pour voir si nous étions prêts à entrer en lutte. Effectivement pour une telle revendication, cela ne valait pas le coup de rester en grève pendant des jours et des jours. Le bilan n'est pas négatif, la mobilisation a été bonne. On a obtenu à peu près satisfaction en 5 jours. La prime d'assiduité n'a pas sauté, même si par ailleurs on n'a pas réussi à imposer le paiement des jours de grève.

Mais si nous voulons entrer réellement en lutte à l'avenir, imposer une réelle révision des salaires, à des capitalistes de supermarchés qui réalisent des bénéfices colossaux, en exploitant notre travail, il nous faudra nous organiser autrement. Premièrement les revendications devront être discutées ouvertement et largement par l'ensemble du personnel des supermarchés, sans distinction syndicale.

Deuxièmement la direction et l'organisation de la grève comprenant non seu-

lement des camarades des syndicats mais aussi des camarades que nous allons désigner en assemblée générale. Un comité de grève constitué de cette façon, permettra d'unifier l'ensemble des travailleurs de tous les magasins quel que soit le syndicat qui prédomine dans tel ou tel endroit. La participation réelle et active au mouvement sera alors beaucoup plus large.

Cela nous évitera aussi des situations comme celle qui fut créée à Prusnic Hibiscus.

Nous avons intérêt à nous poser ces problèmes là dès maintenant, parce que vu la situation de crise, vu l'augmentation incessante du coût de la vie, la prochaine lutte sera certainement assez proche, si nous ne voulons pas laisser notre niveau de vie baisser de plus en plus.

Notre dernière grève a prouvé que nous travailleurs du commerce, nous avons les moyens et la combativité nécessaires pour faire reculer les patrons. Nous aurons encore à leur dire que s'ils veulent continuer à amasser leurs millions de profit, il faudra qu'ils acceptent aussi de nous payer un salaire décent, car nous avons le pouvoir de bloquer les magasins comme nous voulons et ils ne pourront pas les faire fonctionner sans nous.

Échos de la Caisse Générale de Sécurité Sociale (Martinique)

CONGE DE MALADIE : L'ARBITRAIRE DE LA DIRECTION.

Depuis quelque temps, la direction a décidé de prélever sur les salaires des camarades en arrêt de maladie, dont l'avis d'arrêt parviendrait après 48 heures au service du personnel.

Il est précisé dans le règlement intérieur type du code du travail que seul le délai postal peut faire foi.

Mais la direction s'entête à ne pas tenir compte de la notion : « adressé dans les 48 h » au profit de : « faire parvenir » comme si le délai de distribution du courrier était imputable aux travailleurs de la GGSS.

LE DIKTAT DU MINISTERE

Depuis l'année 79, le forfait annuel pour les frais de transport alloué aux agents du corps extérieur (agent de contrôle par exemple) est de 653 frs.

En 80 et 81 deux avenants sont venus réajuster cet avantage ces avenants signés par le syndicat et le conseil d'administration n'ont jamais reçu l'aval du ministère. Ne s'arrêtant pas là, celui-ci sans se gêner décide d'écrire une lettre, dans laquelle, il fixe à 770 frs pour l'année 84 le montant de la prime, en précisant que sa proposition était à prendre ou à laisser mais pas à discuter.

Quand on sait, qu'avec le réajustement la prime passait en 81 à 853 frs, on voit bien le mépris par lequel sont traités nos problèmes. Le gouvernement, tel un vulgaire pick pocket n'hésite pas à nous faire les poches !

DELATTRE-LEVIER: NON A L'INSECURITE

3 accidents se sont produits en une semaine sur le chantier de la Sécurité sociale et trois camarades se sont blessés, deux au pied à cause des clous et des pointes d'acier qui traînaient et un autre s'est blessé à la main.

Nous payons de notre sueur, mais aussi de notre sang les super-profits patronnaux. Prenons au moins le temps de vivre.

TRINITE : CGSS

LE MECONTENTEMENT ECLATE A L'ATELIER

L'atelier de reprographie souffre depuis longtemps d'un manque d'effectif. Alors que le parc machine (offset), s'agrandit, le personnel en place est loin de suivre la courbe.

Par contre, le travail demandé n'a cessé de croître, et l'abus poussait les responsables de service à être de plus en plus exigeants vis à vis des ouvriers de l'atelier, instituant le principe de l'urgence à tous les travaux commandés.

Mais voilà, ça ne colle plus. Les ouvriers de l'atelier, ont décidé de ne plus jouer le jeu. Et si dans un premier temps ils ont décidé de ralentir le rythme de reproduction de certains imprimés, il faudra que la direction s'attende que cela soit tout autrement si elle ne se décide pas à satisfaire rapidement les revendications de ceux de l'atelier.

Échos des entreprises de métallurgie (Martinique)

BASSIN DE RADOUB : UN REPOS BIEN MERITE

Une des pompes d'assèchement est actuellement en panne. C'est une machine pourtant bien robuste car elle doit enlever plusieurs mètres cube d'eau à la minute. Mais ces jours-ci elle a déclaré forfait !

Rendez-vous compte : 22 ans de bons et loyaux services pendant lesquels ses exploités l'ont sucée jusqu'à la moelle, sans jamais prévoir de pièces de rechange !

Aux dernières nouvelles, c'est le rouet et l'arbre qui ont été mangés par l'eau de mer qui se sont mis en grève.

BASSIN DE RADOUB : LES ENTETES

Les camarades du Bassin avaient proposé de souder le rouet, la pièce la plus endommagée, et de se contenter de se servir de cette pompe en cas de secours.

Mais l'ingénieur et le chef d'équipe trop entêtés se croyant plus malins que chacun n'ont voulu faire qu'à leur tête.

Leur projet : faire du neuf avec du vieux, et pour cela, ils ont fait enlever la pièce pour l'alésage de nouveau. Du coup, la ruine n'a pu supporter ce traitement brutal et s'est cassée. Résultat : il faudra acheter des pièces nouvelles. Ils ont donc fini pas comprendre.

ABONNEMENT

	6 mois	12 mois
Guadeloupe	50 F	100 F
Martinique	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Je désire m'abonner au journal *Combat Ouvrier* pour une période de..... mois.

Nom :

Prénom :

Adresse :

ci-joint la somme de F règlement par chèque adressé à : Gérard Beaujou. B.P 214 Pointe-à-Pitre Cédex.

GAUDELouPE - COMMUNIQUE :

GREVE A SODIPRESSE (EX-HACHETTE ANTILLES).

Mme PIETRI, directrice de la Sodipresse Guadeloupe et le directeur régional ont rejeté la grille salariale proposée par les 25 employés de la société. Ils acceptent d'augmenter certains et pas d'autres.

Nous pensons que par ce biais ils veulent régler des comptes avec certains employés. Ils font intervenir le caractère des gens, pas leur travail professionnel pour accorder ou refuser les augmentations. Nous demandons donc :

La revalorisation de tous les salaires sans exception.

Pour défendre cette revendication nous nous sommes mis en grève dès le vendredi 23 novembre à l'appel de la CGT.

La dernière entrevue téléphonique du Mardi 27 avec le directeur régional n'a rien donné, le directeur restant sur ses positions. En conséquence notre grève continue.

Les grévistes de Sodipresse

LA FAMINE EN ETHIOPIE

Plusieurs émissions de télévision ont récemment permis aux téléspectateurs antillais de voir des images atroces de la famine en Afrique noire. C'est surtout sur l'Ethiopie que les reportages ont insisté.

Et pour cause : c'est effectivement dans ce pays que la famine atteint aujourd'hui les proportions les plus graves.

On a pu voir des images où des milliers d'enfants, de femmes, de vieillards décharnés, au regard hargard, boitant de faiblesse, tendre la main pour recevoir quelque secours de l'aide bien maigre qui leur est apportée.

Dans ce pays, où c'est surtout le nord qui est touché, mille personnes meurent chaque jour de faim.

Certes, comme toutes les régions du Sahel, ce pays est régulièrement victime de la sécheresse. Ainsi entre 1972 et 1974, une rude sécheresse décima une grande partie du cheptel et entraîna la mort de très nombreuses personnes : 200.000 exactement. Mais la sécheresse n'explique pas tout. Le régime d'Hailé Sélassié déjà particulièrement corrompu, faisait vivre une petite minorité dans l'opulence et, négligeait ouvertement les moindres intérêts de la population la laissant croupir dans une misère effroyable pendant de longues années avec la responsabilité de l'impérialisme mondial.

Le régime actuel du colonel Mengistu, n'est pas mieux, malgré le caractère de « démocratie populaire » qu'il entend se donner et le fait que depuis 1977 le pays fait partie du camp des pays liés à l'Union Soviétique. En réalité l'Ethiopie est dirigée par un régime de dictature militaire qui constitue à exploiter durement les masses pauvres du pays. Les dépenses publiques y sont énormes en particulier celles qui sont consacrées à l'armée et à la police. Le budget de ces deux secteurs atteint 40 % du budget général, alors que la majorité de la population meurt de faim. Actuellement l'Ethiopie fait partie des cinq pays les plus pauvres du monde.

Mais, comme pour tous les pays actuellement ravagés par la famine, l'impérialisme mondial a une responsabilité principale dans la situation catastrophique qu'ils connaissent. Colonisée par l'Italie en 1935, l'Ethiopie fut toujours

l'objet de convoitises entre les différents impérialismes, anglais, français ou américain. Ces puissances, comme elles le firent un peu partout s'ingénierent à diviser les différents peuples et ethnies de cette région pour pouvoir régner. Cela aboutit à des guerres internes entre l'Ethiopie et la Somalie en 74, et 78 pour la possession de la province de l'Ogaden.

Il y a aussi une guerre de longue date entre le pouvoir central et la province d'Erythrée dont les maquisards réclament l'indépendance.

Evidemment, les grandes puissances attisent ces contradictions régionales car elles mènent dans cette partie du monde, proche du Moyen-Orient une lutte d'influence. Toutes ces guerres incessantes se font sur le dos de la population pauvre qui est la première à faire les frais de la situation.

La misère et la famine en Ethiopie ne sont donc pas dues essentiellement à la sécheresse. Ce cataclysme naturel vient s'ajouter à une situation de sous-alimentation déjà chronique de la population. Si la dernière sécheresse décime les troupeaux, nous fera-t-on croire qu'à l'heure où on va dépanner des satellites dans l'espace on ne pourrait pas, dans ces pays, sinon faire venir la pluie, au moins tout faire pour creuser puits et canaux, irriguer le pays par un système de canaux puisant l'eau là où il y en a, ou mettre en pratique les moyens techniques le permettant.

Quand à l'aide actuellement apportée par les autres pays ou les organismes internationaux, elle est plus que parcimonieuse. Quand il s'agit de faire débarquer des troupes en Amérique centrale, à Grenade, en Afrique, au Liban, les grandes puissances savent bien trouver les moyens nécessaires pour intervenir vite et massivement. Mais quand il s'agit d'empêcher qu'un peuple meure de faim surtout si, en plus ses dirigeants ont choisi de se ranger dans la sphère des pays de l'Est, alors là, les calculs politiques, les manœuvres, les atermoiements prennent le pas sur la rapidité d'intervention. Même si cela doit se solder par des millions de morts, d'affamés, des millions de sous-hommes en haillons réduits à l'état de cadavres ambulants.

chieraient qui sont les vrais privilégiés à saisir. Ensuite qui garantit aujourd'hui que cet argent, s'il était pris aux fonctionnaires, arriverait effectivement dans les DOM ? Ce ne serait pas la première fois que l'état français ramasse de l'argent pour un but et l'utilise pour un autre. Ces jours-ci se vend la vignette auto. Eh bien, au départ, le gouvernement avait annoncé qu'il créait la vignette pour les vieux. Et il avait attendri le coeur des automobilistes en leur disant qu'ils étaient des privilégiés et qu'ils pouvaient bien payer cela pour une cause juste, et caetera. En réalité, et tout le monde le sait, ce sont les grosses sociétés qui empochent l'argent de la vignette : les Colas et autres construisent des routes avec. Et les vieux n'en voient pas la couleur.

Pour revenir aux menaces sur les salaires des travailleurs de l'Etat, supposons que cet argent pris aux fonctionnaires, arrive dans les DOM où ce sont les riches qui dirigent, répartissent l'argent, qui décident. Qui nous garantit que cet argent sera versé pour aider les plus pauvres ? Sans la lutte des travailleurs pour le contrôle des caisses de l'état, il est certain que confier au gouvernement français les 40 % c'est faire un cadeau sinon aux privilégiés de France, du moins à ceux des DOM.

LES MÉLANÉSIENS

La population de Nouvelle Calédonie - les Canaques - fait partie d'un ensemble de peuple appelés aussi Mélanésien qui vivent sur plusieurs territoires éparpillés dans la région Océanie et à l'ouest du Pacifique.

Les Mélanésien peuplent les îles de Papouasie-Nouvelle Guinée, les Nouvelles Hébrides, la Nouvelle Calédonie, et les îles Fidji.

Toute cette région a été découverte par les Européens en 1774 (voyages de Cook, navigateur anglais) puis ensuite, elle fut l'objet des convoitises coloniales de la France et de l'Angleterre.

C'est ainsi que la première expédition française débarqua en Nouvelle Calédonie le 24 septembre 1853. Ce furent d'abord des déportés, des bagnards, qu'on y envoya. Après la commune, on y déporta un grand nombre de gens. La colonisation se développa pendant toute la fin du XIXème siècle, cela se fit évidemment au détriment de la population locale, dont les troupeaux étaient volés, les plantations détruites, à tel point que ceux-ci, refoulés, maltraités, tentèrent de s'insurger en 1878. Puis on découvrit, en 1884, le nickel, et une administration civile s'installa à Nou-

méa.

En 1958, la Nouvelle-Calédonie devint un territoire d'Outre-Mer, avec une assemblée territoriale élue, et un conseil de gouvernement. C'est un territoire composé d'une île principale de 16 750 km² et de plusieurs archipels. Près de la moitié de la population totale est composée de Mélanésien. 39 % sont des blancs, des Européens. Le reste est formé de migrants Polynésien ou asiatiques.

Pendant longtemps, le colonialisme a pratiquement tenu les Canaques dans des réserves alors que les Blancs contrôlaient l'administration, les meilleurs terres du pays et les ressources minières, le nickel en particulier, qui est contrôlé par Elf-Erap, qui a pris le contrôle de l'ancienne société Le Nickel.

Des peuples mélanésien, ceux de Nouvelle Calédonie, sont les seuls qui n'aient pas accédé à l'indépendance. La Papouasie-Nouvelle Guinée en particulier, qui est l'ensemble le plus important de la région, après avoir été une colonie britannique, est devenue un état indépendant en 1975. Le pays le plus développé techniquement de la région, est l'Australie, qui se trouve à quelques centaines de kms, de la Nouvelle-Calédonie.

LIBERTÉ POUR LE

SUITE DE LA PAGE 1 PEUPLE CANAQUE.

Aujourd'hui, c'est la grande majorité de la population canaque qui est décidée à en finir avec le pouvoir colonial et à obtenir l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, les « Caldoches », les Blancs installés en Nouvelle-Calédonie, parfois de longue date, sortes de pieds-noirs du pays, s'attachent, eux farouchement au statut colonial. Ils reçoivent aussi le soutien de résidents venus d'autres îles et territoires du pacifique, émigration polynésienne notamment. La venue de ces derniers a été longtemps favorisée par le colonialisme français pour planter numériquement le peuple canaque et, avec les caldoches créer une force capable de s'opposer à la progression des idées favorables à l'indépendance.

Aujourd'hui, le gouvernement « socialiste » de Mitterand reconnaît officiellement le droit des canaques à l'indépendance. Toutes les déclarations de Lemoine, de Joxe (ministre de l'intérieur) et d'autres ministres dans ce sens. Ils sont bien obligés de prendre acte de la montée importante du sentiment national canaque exprimé par les actions populaires dirigées par le FLNKS et de tenir compte de la rébellion ouverte prônée par celui-ci et en partie réussie.

D'ailleurs, pour l'instant, la répression policière n'a été que très prudente et très mesurée. Le gouvernement sait bien que s'il réprimait durement et largement, il risquerait alors de se trouver face à une insurrection généralisée du peuple canaque. Il n'est cependant pas dit qu'il ne sera jamais amené à le faire. Près de 3000 militaires en tous genres sont quand même sur le pied de guerre dans le pays. Des parachutistes de l'armée française sont en état d'alerte en France. La machine de répression coloniale est prête à fonctionner pour imposer aux canaques les conditions de l'impérialisme français même si c'est pour ensuite accepter de donner l'indépendance.

Pour l'heure le gouvernement tente de manœuvrer entre les Caldoches, colons irréductibles et les Canaques en état de mobilisation pour l'indépendance. Georges Lemoine, ministre des DOM, TOM, a déclaré que le référendum prévu pour 1989 serait avancé peut-être à l'année prochaine. Mais c'est une façon de ne pas résoudre le problème : les sentiments des Canaques sont clairs, ils viennent de le démontrer. Le problème du gouvernement colonialiste français n'est pas de lutter contre les colons qui refusent l'indépendance pour garder leur position dominante et privilégiée, mais de s'en servir pour négocier un passage à l'indépendance qui préservera ses intérêts économiques et politiques dans la région. Le gouvernement français est comptable auprès de sa bourgeoisie et aussi auprès de l'impérialisme mondial

de « l'avenir » de ses anciennes colonies. Cela signifie qu'il lui faut éviter, même dans le cadre d'une indépendance, que les intérêts bourgeois, en particulier ceux du nickel dont la Nouvelle-Calédonie est le quatrième producteur mondial, ne sortent du cadre de l'exploitation impérialiste française, éviter aussi que le futur état indépendant ne tombe peu ou prou dans la sphère d'influence de l'Union Soviétique. Il faut donc, même si on affirme la nécessité de « l'autodétermination sans exclure l'indépendance » ménager les caldoches, même si le gouvernement reconnaît qu'il s'agit d'une couche de population européenne colonialiste, raciste même. C'est donc pour ménager tout cela que le gouvernement français avait préparé un processus par étape, jusqu'en 1989. Mais le peuple canaque a brouillé les cartes, il bouscule le processus et réclame l'indépendance politique immédiate en engageant l'épreuve de force.

Comme dans toutes ses colonies, c'est le seul langage que comprend le pouvoir colonial.

La situation semble maintenant irréversible en Nouvelle-Calédonie. L'heure de l'indépendance a sonné pour ce pays longtemps colonisé et dont le peuple canaque a subi force vexations, humiliations, mépris et répression coloniale. Les canaques, chassés de leurs terres, relégués aux rangs inférieurs de la société calédonienne, ayant subi les plus grands outrages à leur dignité, ayant vu bafouer leurs coutumes par les colons français, ne veulent plus du joug colonial. Ils ont le droit de vivre libres, indépendants, dignes, dans leurs propre pays. Ils doivent recevoir le soutien sans condition des travailleurs antillais dans la lutte qu'ils mènent contre le même colonialisme qui les opprime ici.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.

Commission paritaire 39 8001 81

No 51728

SUITE DE L'ÉDITORIAL

dans la Fonction publique, touchent le smic plus 40 % sont mieux placés que Lemoine et les bourgeois pour déterminer leurs besoins, face aux hausses de prix croissantes, et dans l'environnement de chômage dans lequel ils vivent.

Ceux de la santé des PTT, des services fiscaux sont certainement plus proches des chômeurs, des ouvriers que les bourgeois qui nous dirigent et que les notables petits-bourgeois qui aspirent à prendre la place. Ces travailleurs sont donc tout à fait en mesure de poser le problème social de la Guadeloupe de façon globale. En se regroupant avec les pauvres de la Guadeloupe, de la Martinique, ils pourraient proposer des solutions. Et ces solutions seront plus justes plus équitables que celles qu'aucun Lemoine ne pourra proposer.

En effet ce sont seulement les travailleurs qui pourront effectuer un contrôle sur la répartition de l'argent en Guadeloupe et en Martinique. Et justement à propos des 40 %, les représentants de l'Etat, nous disent qu'ils ne les empêcheront pas et ils font des promesses, cet argent servira pour la construction, le travail des jeunes et autres beaux projets.

D'abord les travailleurs ne choisiraient pas de faire de tels projets sur la tête de travailleurs mais cher-